

Préface – Comptabilité nationale : retour sur des questions anciennes, plus quelques nouvelles

Diane Coyle*

Que les comptes nationaux soient ou non « l'une des grandes inventions » du siècle dernier (Landefeld, 2000), ils figurent certainement parmi celles qui ont eu le plus d'influence. Ils sont le prisme au travers duquel nous examinons le progrès économique, principalement en termes de croissance du PIB réel. En conséquence, les gouvernements qui promettent des progrès à leurs citoyens sont jugés selon cette mesure et définissent leurs politiques dans cette optique. Ce numéro d'*Economie et Statistique / Economics and Statistics* présente une vue d'ensemble des principales critiques – anciennes ou nouvelles – suscitées par les comptes nationaux.

Cette présentation tombe à point, non seulement parce que le processus de préparation de la révision du système de comptabilité nationale (SCN), d'ici à 2025, a commencé, mais aussi parce que l'économie mondiale vient d'enregistrer la plus forte baisse du PIB de son histoire en raison de la pandémie de Covid-19. C'est le moment idéal pour déterminer si les comptes nationaux servent toujours de « cadre social », comme Hicks (1942) le disait. Les questions soulevées dans ce numéro, qui sont toutes des priorités dans l'actuel processus de révision du SCN, recouvrent à la fois d'anciens reproches faits aux comptes nationaux car ils omettent des aspects importants du bien-être économique (distribution, production non monétaire, soutenabilité) et de nouvelles critiques relatives au traitement de la mondialisation et de la transformation numérique au sein du cadre existant.

Commençons par les questions récurrentes, que **Didier Blanchet et Marc Fleurbaey** posent à nouveau de façon succincte dans leur article : bien que la mesure des revenus réels fournie par les comptes nationaux saisisse un aspect essentiel du bien-être économique, elle omet les composantes non monétaires et ne nous apprend rien sur la durabilité à long terme. Ces deux problèmes sont de nature différente.

S'agissant des contributions non monétaires, plusieurs indicateurs composites alternatifs ont été proposés, par exemple une mesure des dommages environnementaux ou des inégalités de revenu. L'indice de développement humain, bien connu, en est un exemple. Ces indicateurs souffrent du problème du choix arbitraire des composantes et des pondérations. La littérature abonde aujourd'hui sur la mesure du bien-être subjectif, mais elle ne fait que présenter des ambiguïtés et des problèmes non résolus. Pour cette raison, les auteurs privilégient une troisième approche, à savoir le calcul des revenus équivalents en tant que mesure inclusive tenant compte de circonstances non monétisées distinctes telles que la santé ou la situation professionnelle. La pertinence des mesures directes du bien-être subjectif est également examinée par **Jérôme Accardo** dans un article dédié aux contributions de la statistique sociale à une littérature qui invite à se positionner « au-delà du PIB » : évaluation de la production non marchande des ménages, désagrégation des comptes par catégories de ménages afin de mieux évaluer l'inclusivité de la croissance, etc.

Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman se concentrent également sur l'inclusivité dans leur article, où ils décrivent la méthode des comptes nationaux distributifs (DINA) qu'ils ont définie pour attribuer les

* *Bennett Institute, Université de Cambridge (dc700@cam.ac.uk)*

Traduit de la version originale anglaise

Citation: Coyle, D. (2020). Préface – National Accounting: Old Questions Revisited, Plus Some New Ones. *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, 517-518-519, 5–7. <https://doi.org/10.24187/ecostat.2020.517t.2015>

revenus et les richesses à différents groupes d'une façon parfaitement cohérente avec la méthodologie du SCN. Leurs conclusions montrent un creusement marqué des inégalités – et ce dans le monde entier depuis 1980 malgré la croissance de la Chine et de l'Inde – mais des écarts prononcés entre les différents pays. Sachant que la pandémie amplifie les inégalités existantes, la question de la distribution restera probablement sur le devant de la scène, un retour apprécié aux traditions des premiers comptes nationaux comme Simon Kuznets.

S'agissant de la soutenabilité et du positionnement des générations futures, les défis statistiques et conceptuels sont encore plus importants. Comme le remarquent Blanchet et Fleurbaey, l'analyse de la soutenabilité implique nécessairement des prévisions permettant d'évaluer les stocks de richesse, ce qui, selon eux, tombe en dehors du champ de la production de statistiques. Toutefois, deux aspects de la soutenabilité semblent essentiels pour comprendre le bien-être économique. L'un est le capital humain ; selon la Banque mondiale, c'est, en termes empiriques, la composante la plus importante de la richesse inclusive (Banque mondiale, 2018). L'autre est le capital naturel, et notamment le climat. Dans son article, **Nicolas Canry** envisage l'introduction d'une mesure du capital humain dans les comptes nationaux, en tant que composante de l'investissement et non pas de la consommation. **Jean-Marc Germain et Thomas Lellouch** quant à eux explorent la façon d'avancer vers une comptabilité économique environnementale qui inclurait la dette climatique. Compte tenu des progrès récemment réalisés dans le développement d'une norme pour les comptes économiques de l'environnement (ONU) et de sa mise en œuvre dans certains pays (par exemple au Royaume-Uni par l'*Office for National Statistics*), ainsi que d'un intérêt plus général pour la mesure du capital produit et du capital non produit (Zenghelis *et al.*, 2020), il semble probable que les statistiques sur la soutenabilité vont elles aussi progresser.

Du point de vue des nouveaux défis à relever, il est désormais crucial de comprendre l'interaction entre le phénomène de la mondialisation et les comptes nationaux, car l'effet des chaînes d'approvisionnement et le rôle des grandes multinationales sont de plus en plus manifestes. **Marie-Baïanne Khder, Jérémie Montornès et Nicolas Ragache** examinent comment la fameuse révision à la hausse de la croissance du PIB annuel effectuée en Irlande en 2015 (à 26 %) reflétait la relocalisation des actifs incorporels des multinationales à des fins fiscales. **Niamh Holton, Margaret Kinsella, Oisín Mangan, Shaun McLaughlin et Patrick Quill** analysent les incohérences entre les données relatives aux comptes nationaux et à la balance des paiements en Irlande, dues aux différences entre les méthodes utilisées pour mesurer la recherche et le développement et pour mesurer les actifs de propriété intellectuelle incorporels. Ce sont les questions qui doivent orienter l'approche de ces mesures. Le but est-il d'illustrer l'activité économique nationale, auquel cas l'impact des multinationales doit être pris en compte dans des indicateurs distincts, ou bien de comprendre l'impact, par exemple, des politiques fiscales sur l'intégration internationale ?

Toutefois, comme **Didier Blanchet** le souligne dans son article, compte tenu de l'importance des multinationales dont la chaîne d'approvisionnement s'étend au-delà des frontières, il est de plus en plus difficile de définir une économie « nationale », d'autant plus qu'il est très facile de relocaliser des facteurs et des actifs incorporels. Ici, la mondialisation se recoupe avec la transformation numérique, avec laquelle les actifs incorporels tels que les données, ainsi que les grandes multinationales fournissant des services numériques (parfois « gratuits »), ont pris de plus en plus d'importance dans de nombreux pays.

Pour **Derek Burnell et Amani Elnasri**, si la transformation numérique ne pose pas de problèmes conceptuels dans les comptes nationaux, elle nécessite en revanche de prêter une attention particulière à la collecte des données et plus de coopération entre les instituts nationaux de statistique. Selon eux, les problèmes de mesure liés à la transformation numérique n'expliquent que peu le ralentissement enregistré par la croissance de la productivité des facteurs en Australie (ce qui correspond aux conclusions de Syverson, 2017 et de Byrne *et al.*, 2016, pour les États-Unis). Ils notent néanmoins que les biens

numériques gratuits peuvent offrir des avantages en termes de surplus du consommateur, et ce au-delà de la frontière de la production dans le système de comptabilité nationale.

Cependant, la localisation de la frontière de production fait précisément partie des questions qui émergent lorsque l'on se demande si les comptes nationaux sont un cadre utile pour évaluer le progrès économique. Si une si grande partie de l'activité affectant le bien-être économique de la population est située au-delà de la frontière de production, cette frontière est-elle positionnée au meilleur endroit possible ?

L'autre question est celle de la distinction entre les valeurs nominales et les « mesures réelles » ou les « mesures en volume », et met en lumière des problèmes de longue date quant à la capacité du PIB et des comptes nationaux à véritablement saisir l'évolution du bien-être économique (Coyle, 2020). Ici, **Lorraine Aeberhardt, Florian Hatier, Marie Leclair, Benoît Pentinat et Jean-Denis Zafar** examinent le partage volume-prix dans différents domaines touchés par la transformation numérique, comme ceux des communications, des services numériques gratuits et des produits en ligne, concluant que, pour la France, les erreurs de mesure de ce type ne suffisent pas à expliquer le ralentissement de la productivité. **Mo Abdirahman, Diane Coyle, Richard Heys et Will Stewart** analysent l'exemple précis des prix des services de télécommunications au Royaume-Uni, où les profils des prix potentiels vont d'une quasi-stagnation dans l'indice officiel à une baisse de 90 % dans un indice de valeur unitaire, ce qui a des implications en termes de productivité et de croissance réelle au sein du secteur. Pour finir, traitant ensemble ces énigmes sur le partage prix-quantités et la frontière de production, **Alexandre Bourgeois** envisage différents traitements possibles des services numériques gratuits et conclut que les différentes approches ne répondent pas aux mêmes questions.

Il apparaît effectivement que nous tentons de répondre à des questions différentes en utilisant les comptes nationaux, de questions précises sur la production à des questions plus fondamentales sur le bien-être économique. Or il peut parfois nous sembler que cet outil n'est pas le plus approprié à ces fins. Toutefois, le PIB est une façon si habituelle et universelle de représenter le progrès – et à juste titre en période de récession – que, pour cette raison, le cadre des comptes nationaux doit pouvoir répondre aux questions fondamentales sur sa capacité à saisir le bien-être économique soulevées dans ce numéro. Si tous les changements qui nous touchent de façon si évidente, du changement climatique à la transformation numérique, restent hors des limites de ce cadre, le cadre perdra son utilité. □

Références

- Byrne, D. M., Fernald, J. G. & Reinsdorf, M. B. (2016).** Does the United States have a Productivity Slowdown or a Measurement Problem. *Finance and Economics Discussion Series* 2016-17. Board of Governors of the Federal Reserve System (U.S.).
<https://ideas.repec.org/p/fip/fedgfe/2016-17.html>
- Coyle, D. (2020).** Productivity Measurement: New goods, variety and quality. *Brookings Institute*, forthcoming.
- Hicks, J. (1942).** *The Social Framework*. Oxford: Clarendon Press (1st ed).
- Landefeld, S. (2000).** GDP: One of the Great Inventions of the 20th Century, *BEA Survey of Current Business*, January, pp. 6–14.
<https://apps.bea.gov/scb/pdf/BEAWIDE/2000/0100od.pdf>

Lange G. M., Wodon, Q. & Carey, K. eds (2018). The Changing Wealth of Nations. World Bank.

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29001/9781464810466.pdf>

Syverson, C. (2017). Challenges to Mismeasurement Explanations for the US Productivity Slowdown. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 165–186.

<https://doi.org/10.1257/jep.31.2.165>

Zenghelis, D., Agarwala, M., Coyle, D., Felici, M., Lu, S. & Wdowin, J. (2020). Valuing Wealth, Building Prosperity. Working paper.

<https://www.bennettinstitute.cam.ac.uk/publications/valuing-wealth-building-prosperity/>
